

ASSEMBLÉE NATIONALE

3 novembre 2023

P JL DE FINANCES DE FIN DE GESTION POUR 2023 - (N° 1818)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 12

présenté par

Mme Leduc, M. Arenas, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 5

Supprimer l'alinéa 2.

EXPOSÉ SOMMAIRE

"Par cet amendement, les députés LFI-NUPES proposent de supprimer cet article qui prévoit des annulations de crédits de paiement et autorisations d'engagement du budget général.

Alors qu'il y a 11 millions de pauvres en France, que près de 3 millions de personnes bénéficient de l'aide alimentaire et que 12 millions sont touchés par la crise du logement, le Gouvernement a décidé de couper encore plus le budget de l'Etat.

Le Gouvernement supprime 70 millions d'euros pour l'aide à l'accès au logement, 105 millions d'euros destinées aux infrastructures et aux services de transport, 50 millions pour la transition écologique dans les territoires, 10 millions pour les collèges et lycées, 71 millions pour la Justice.

En revanche, le Ministre du budget n'a eu aucun problème à ouvrir 12,5 milliards d'euros pour la mission Remboursement et dégrèvement. Voilà les priorités de la minorité présidentielle : la dette au service des plus riches, et la dette pour justifier l'absence de moyens pour les gens.

Nous nous opposons à cette politique qui ne fera qu'aggraver la misère sociale. Nous proposons donc de revenir sur toutes les annulations de crédits de paiement et d'autorisations d'engagement de ce projet de loi."